

24 octobre 2025

Alerte média

PLF 2026 : des budgets insuffisants pour répondre aux besoins des personnes vulnérables et préserver notre modèle social

Alors que l'Assemblée nationale examine à partir de ce vendredi 24 octobre, en séance publique, la première partie du projet de loi de finances pour 2026, l'Uniopss a adressé à l'ensemble des parlementaires son analyse et ses propositions sur les missions de ce PLF, dans le champ des solidarités.

L'Uniopss avait appelé à ce que la maîtrise des déficits publics ne se fasse pas sur le dos des solidarités, notamment par une contribution trop importante des personnes vulnérables, des classes moyennes et des plus précaires. Pour notre Union, il s'agit d'investir dans les solidarités, afin de prendre soin des personnes vulnérables, de répondre aux enjeux démographiques, aux besoins en termes d'autonomie, à la crise de la protection de l'enfance et aux situations de précarité. Agir ainsi est le moyen le plus sûr de réduire les fractures françaises.

À la lecture du PLF 2026, l'Uniopss constate que ce projet ne traduit pas une juste répartition des efforts nécessaires pour préserver notre modèle social. En effet, pour certaines catégories de la population, l'ensemble des mesures, mises bout à bout, aura un effet d'accumulation, avec des conséquences sur le pouvoir d'achat et la qualité de vie des personnes les plus vulnérables, et avec un risque accru de basculement dans la précarité pour les ménages qui en sont au bord.

Dans leur grande majorité, les budgets des actions de ce PLF apparaissent insuffisants pour répondre aux besoins des personnes vulnérables, alors que la France compte près de 10 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté.

De plus, l'ambition affichée par le gouvernement de mener des réformes structurelles n'est pas concrétisée. À ce titre, l'Uniopss continue de plaider pour des politiques publiques guidées par une adéquation aux besoins sur chaque territoire, ainsi que par des principes de prévention et d'accompagnement de qualité. Réduire les dépenses publiques pour faire face aux déficits n'est pas une politique de long terme qui serait souhaitable.

- Accéder à l'analyse et aux propositions de l'Uniopss sur le PLF 2026 : [ICI](#)

Contact presse : Valérie Mercadal - Tél. 01 53 36 35 06 – vmercadal@uniopss.asso.fr